

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 31 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRANSFO SERVICES

ZAC de la Goulgatière
2 boulevard Laënnec - BI 82128
35220 Châteaubourg

Références : UD35/2026-133
Code AIOT : 0005503600

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement TRANSFO SERVICES implanté ZAC de la Goulgatière 2 boulevard Laënnec - BI 82128 35220 Châteaubourg. L'inspection a été annoncée le 09/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRANSFO SERVICES
- ZAC de la Goulgatière 2 boulevard Laënnec - BI 82128 35220 Châteaubourg
- Code AIOT : 0005503600
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est dédié à la maintenance de transformateurs électriques de moyenne et forte puissance, essentiellement pour le compte d'Enedis. Cela comprend notamment la vidange de l'huile (comportant parfois du PCB) et son remplacement par de l'huile "propre", ainsi que des opérations de nettoyage, de mise en peinture et d'essais des performances électriques.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Accidentologie TTR
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan de gestion	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des solvants	30/04/2008, article 3.2.5		
2	Contrôle des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 3.2.4 et 9.2.1.2	Demande d'action corrective	2 mois
3	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 5B.1	Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires	1 mois
4	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 7.6.2	Demande d'action corrective	3 mois
6	Zonage des dangers	Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 16	Demande d'action corrective	1 mois
7	Défense incendie	AP de Mise en Demeure du 09/05/2022, article 1	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
8	Confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 7.6.7.1	Demande d'action corrective	3 mois
10	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
9	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant a poursuivi les actions engagées en 2025 suite aux observations relevées lors des inspections de 2024 sans toutefois parvenir à finaliser la majorité d'entre elles.

La mise en demeure **du 9 mai 2022 relative à la prévention du risque incendie** ne peut pas encore être levée mais il est proposé d'en prolonger l'échéance pour tenir compte des actions déjà engagées par l'exploitant à ce sujet et lui laisser le temps de les mener à terme.

Une action forte est également attendue de la part de l'exploitant en ce qui concerne les modalités de confinement des eaux d'extinction incendie.

Il est également proposé des prescriptions complémentaires afin d'encadrer la réalisation d'un bilan de surveillance piézométrique suite aux détections de PCB dans le réseau piézométrique du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
Constats : L'exploitant a mis à jour le plan de gestion des solvants pour l'année 2024 : <ul style="list-style-type: none">- en réévaluant la quantité de solvants utilisée (I1) en tenant compte des pourcentages de COV indiquées dans les fiches de données de sécurité des produits mis en œuvre sur le site,- en recalculant les émissions diffuses non captées (O4) qui ne présentent désormais plus un terme négatif. L'Inspection constate néanmoins que les émissions canalisées (O1) sont estimées sur la base d'une unique mesure au rejet (arbitrairement la dernière mesure de l'année) alors que la surveillance est réalisée trimestriellement et que les résultats varient dans le temps, ce qui n'est pas très représentatif de l'activité réelle du site. Elle invite l'exploitant à se baser sur une moyenne des valeurs mesurées chaque année. L'Inspection constate également que le taux de conversion utilisé pour déterminer le terme O1 en masse de solvant à partir des valeurs mesurées à la cheminée en équivalent carbone se base sur la campagne de mesures de 2013 et uniquement sur le xylène. Or, si le xylène est toujours le solvant constitutif du principal produit solvanté utilisé entre 2013 et 2024 (la peinture RIOTOP G303), l'inventaire des solvants utilisés sur le site identifie des proportions notables d'autres produits solvantés utilisés sur le site (Isopropanol et durcisseur Riodur KN10) sans que l'exploitant ait pu préciser à quel endroit. Ainsi, il convient de vérifier que le facteur de conversion utilisé est toujours représentatif des émissions canalisées. Le plan de gestion des solvants pour 2025 n'a pas encore été établi.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit sous un délai de 2 mois transmettre à l'Inspection le plan de gestion des solvants pour l'année 2025. Dans le cadre de ce plan de gestion, l'exploitant doit: <ul style="list-style-type: none">- confirmer ou corriger le taux de conversion utilisé pour déterminer les émissions canalisées O1;- prendre en compte l'ensemble des mesures réalisées sur les émissions canalisées O1;- préciser les lieux et étapes du process relatifs à l'utilisation de l'isopropanol et du durcisseur Riodur FN10.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Contrôle des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 3.2.4 et 9.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : <u>Article 3.2.4 Valeurs limites de concentrations dans les rejets atmosphériques</u> Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration,

les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :

Concentrations instantanées en mg/Nm3	Conduit n°1 (cabine de peinture)	
	Concentration	Flux horaire maxi (kg/h)
Poussières	100	4
COVNM (exprimé en carbone total)	100	4,4

Article 9.2.1.2 Contrôles des rejets atmosphériques à la sortie des étuves

Les PCB de type dioxine seront surveillés trimestriellement au niveau du conduit des étuves de séchage.

L'exploitant établit une synthèse annuelle des résultats de mesures obtenus. Cette synthèse comprend une comparaison avec les résultats des années précédentes ainsi qu'avec les hypothèses retenues dans l'étude sanitaire de 2012.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'Inspection les résultats des mesures trimestrielles 2024 et 2025 pour la cabine de peinture et les étuves. Ces résultats révèlent :

- un dépassement en COVNM en concentration (169 mg/Nm3 au lieu de 100mg/NM3) et en flux (6,1 kg/H au lieu de 4,4 kg/h) sur la cabine de peinture en juillet 2024 en raison d'une faible activité n'ayant pas permis de réaliser 3 essais de 30mn et non représentative de l'installation.

L'exploitant indique avoir modifié son contrat de prestation de service en juin 2025, ce qui lui permet désormais de planifier les contrôles, notamment des rejets atmosphériques, en fonction des activités du site et non selon un calendrier décidé au niveau national par le groupe.

Le remplacement des filtres secs de la cabine de peinture est réalisé une à deux fois par an en fonction du taux de saturation des filtres. Cette opération qui nécessite un arrêt d'utilisation de la cabine pendant 3 jours est tracé sur la GMAO. Le dernier changement de filtre a été réalisé le 02/09/25.

- des valeurs en PCB type dioxine très variables dans le temps, au niveau des étuves, pour des plans de charge identiques (ex : T1 et T3 2024 traitement de 4 petits transfo avec une variation X100 des émissions de PCB, T2 2024 et T4 2025 traitement de 6 gros transfo avec une variation x 225 des émissions de PCB). L'exploitant attribue ces variations au taux de contamination des transformateurs traités sur le site. Les filtres des étuves sont changés tous les 12 ou 18 mois, l'opération étant tracée sur la GMAO. Le dernier remplacement de filtré est enregistré au 24/11/2025.

La synthèse annuelle 2025 des résultats obtenus n'a pas été transmise à l'Inspection. L'exploitant indique qu'il doit y intégrer les hypothèses de l'ERS de 2012 afin d'établir la comparaison avec les résultats de surveillance de 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit sous un délai de 2 mois transmettre à l'Inspection la synthèse 2025 des résultats de surveillance des rejets atmosphériques des étuves intégrant la comparaison avec les résultats des années précédentes ainsi qu'avec les hypothèses retenues dans l'étude sanitaire de 2012.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 5B.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un programme de surveillance de la qualité des sols et des eaux souterraines est mis en place selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - surveillance décennale des sols pour les paramètres suivants : hydrocarbures totaux et PCB sur les points de sondage identifiés dans le rapport de base du E3316 du 14 novembre 2019 ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente , - surveillance 3 fois par an des eaux souterraines pour les paramètres suivants : hydrocarbures totaux et PCB sur au moins 3 piézomètres, dont 2 au moins implantés en aval du site, définis à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a retransmis à l'Inspection les résultats de surveillance des eaux souterraines du mois de novembre 2024 qui révèlent une teneur en PCB en hausse dans le pz1 situé en aval du site (0,0005µg/l en août 2020 contre 0,032µg/l en novembre 2024 avec absence de détection en avril et août 2024).</p> <p>Le bilan quadriennal demandé lors de la précédente inspection n'a pas été élaboré.</p> <p>Le nivellement des piézomètres est en cours par la société EGIS et confirme a priori le sens d'écoulement des eaux : le pz4 est en amont du site et les pz1 et 3 en aval.</p> <p>Les résultats de surveillance 2025 relèvent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en août 2025, une hausse en PCB dans le pz1 (0,49µg/l), - en novembre 2025, une détection en PCB dans le pz3 (0,004µg/l) pour la première fois depuis le début de la surveillance en août 2011 et une valeur moindre dans le pz1 (0,085µg/l). <p>L'exploitant n'est pas parvenu à ouvrir le rapport de surveillance piézométrique du mois d'avril 2025.</p> <p>L'exploitant ne sait pas expliquer l'origine des détections en PCB dans les piézomètres ni leur variation dans le temps. Afin d'encadrer la réalisation du bilan piézométrique préconisé par le bureau d'étude en charge de la surveillance des eaux souterraines du site, l'Inspection propose un arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'Inspection :</p> <p>> sous un délai de 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport de nivellement des piézomètres statuant sur le sens d'écoulement des eaux du réseau piézométrique, - le résultat de surveillance des eaux souterraines d'avril 2025. <p>> sous un délai de 6 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un bilan de surveillance piézométrique sur la période 2014-2024 en application des dispositions du projet de prescriptions complémentaires joint au présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 7.6.2

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention et lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'Inspection les rapports de maintenance de la SSI et de l'installation d'extinction automatique à gaz (IEAG) des étuves de novembre 2025. Ces rapports relèvent :

- pour l'IEAG, que le test de détection automatique n'a pas pu être réalisé faute de matériel adapté et préconise de mettre en place un report vers le SSI du site,
- pour la SSI, l'absence de déclenchement automatique de l'unité de gestion des alarmes (uniquement en manuel), la nécessité d'ajouter un diffuseur sonore en salle de pause, la nécessité de reporter sur la SSI l'alarme sur l'IEGA des étuves, la nécessité de remplacer pour l'atelier B le filtre VESDA laser plus détector et de le réinitialiser.

L'exploitant a indiqué que les actions nécessaires à la levée des observations signalées seront menées et a présenté à l'Inspection un devis signé le 20/01/26 pour le remplacement de l'IEAG des étuves. Il précise avoir demandé au prestataire CHUBB une analyse complète de la détection et extinction incendie des installations en 2026. Un plan d'action sera établi à l'issue de cette analyse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit sous un délai de 3 mois transmettre à l'Inspection les justificatifs attestant de la levée des observations relevées dans les rapports de maintenance de la SSI et de l'installation d'extinction automatique à gaz (IEAG) des étuves de novembre 2025 ainsi que le plan d'action établi suite au diagnostic CHUBB.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Protection foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, vérification des installations foudre

Prescription contrôlée :

(...) Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Constats :

<p>L'analyse du risque foudre et l'étude technique mises à jour le 14/01/25 ont identifié qu'une protection de niveau IV était nécessaire sur le bâtiment principal, sur la structure, et les lignes externes. L'étude technique préconisait l'installation de parafoudres sur la centrale incendie encore non protégée.</p> <p>L'exploitant a transmis une attestation du Foudretech indiquant que les réserves sur la prise de terre ont été levées le 16/06/25.</p> <p>L'Inspection a pu constater sur site la mise en place des parafoudres sur la centrale incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Zonage des dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones de dangers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de zonage des dangers présent dans le PDI identifie, via des triangles de danger, le risque explosif et divers risques d'accident du travail (chute de charge, chariot automoteur, etc), ce qui rend le document peu lisible. Le risque incendie, pourtant identifié dans l'étude des dangers du site, n'est pas signalé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai d'un mois mettre à jour le plan de zonage des risques du PDI pour y représenter, pour chaque zone de l'installation, les principaux risques identifiés dans l'étude de dangers en vigueur du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Défense incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/05/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après afin que les services d'incendie disposent sur le site d'un potentiel hydraulique de 180 m³/h pendant 2 heures. Cette mesure sera réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à partir de 3 poteaux incendie de 100 mm sur réseau privé, alimentés par une conduite de diamètre au moins égale à 100mm permettant un débit simultané de 60 m³/h chacun et situés à

moins de 200m du site ;
Constats : L'exploitant a transmis à l'Inspection le plan d'implantation future des réserves incendie et un devis du 31/07/25 relatif à la réalisation de ces bassins ainsi qu'un courriel du SDIS du 21/07/25 actant l'emplacement des réserves incendies. L'exploitant annonce que les travaux seront réalisés en septembre, pour une durée de 3 mois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous un délai de 9 mois, transmettre à l'Inspection les éléments attestant de la mise en œuvre des 3 bâches incendie de 120m ³ sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 9 mois

N° 8 : Confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 7.6.71
Thème(s) : Risques chroniques, eaux
Prescription contrôlée : Le confinement des eaux polluées d'extinction d'incendie est assuré par la mise en place de vannes pneumatiques sur les canalisations d'eaux pluviales de voiries et de toiture et par une zone de rétention de 480m ³ (élévation du muret existant et extension de la zone concernée).
Constats : Les vannes pneumatiques permettant d'obturer les canalisations d'eaux pluviales de voiries et de toiture sont présentes et identifiées. Concernant la zone de rétention de 480m ³ , l'exploitant présente des relevés topographiques réalisés par un géomètre qui démontrent une capacité maximale de confinement de 463m ³ sur la voirie du site tenant compte d'une bordure béton et d'un talus en terre existants. La capacité de rétention demandée n'est pas assurée et l'exploitant n'est pas en mesure de garantir que cette rétention permettra de prévenir toute pollution du milieu naturel, le talus en terre n'étant pas imperméable. Il a sollicité un prestataire (GINGER) pour évaluer le volume à confiner (au regard des aménagements prévus sur la défense incendie vus au point précédent) et les solutions techniques à mettre en œuvre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit, sous un délai de 3 mois, transmettre à l'Inspection : - le calcul D9A identifiant le volume d'eau à confiner en cas d'incendie sur le site, - le plan d'action, avec échancier, présentant la solution technique retenue pour assurer ce confinement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.
Constats : <p>Le PDI, version du 29/08/25, a été transmis à l'Inspection. Il comporte tous les éléments demandés. Comme vu au point n°6, le plan de zonage des dangers doit être mis à jour. L'exploitant annonce que le PDI sera de nouveau modifié, une fois les aménagements relatifs aux moyens incendie et de confinement des eaux réalisés, puis transmis au SDIS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

Prescription contrôlée :

Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

Constats :

L'exploitant annonce qu'un exercice incendie sera réalisé une fois le PDI mis à jour suite aux travaux prévus sur les moyens en eau incendie et sur le confinement de ces eaux.

L'Inspection considère que les modalités de gestion d'un incendie déjà décrites dans le PDI actuel (alerte des secours, obturation des réseaux d'eaux) sont suffisantes pour réaliser un exercice.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit sous un délai de 2 mois transmettre à l'Inspection le compte-rendu d'un exercice incendie réalisé pour mettre en œuvre les dispositions décrites dans le PDI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois